

Les industriels étrangers croient toujours dans les atouts de la France

70 % des entreprises internationales installées dans l'Hexagone restent optimistes, selon EY

À quelques semaines de la présentation par Emmanuel Macron du «pacte productif pour le plein-emploi en 2025», et à la veille de l'événement Choose France, du 16 au 21 janvier, le cabinet d'audit et de conseil EY a publié, lundi 13 janvier, une enquête sur l'attractivité industrielle du pays.

Principales conclusions de ce travail nourri du regard d'industriels étrangers: «Fin 2018, la France conserve la première place européenne, avec 339 projets d'implantation et d'extension», loin devant la Turquie (203) et l'Allemagne (152); sa compétitivité reste néanmoins «fragile» dans un contexte international marqué par la décélération de la production industrielle et un fort regain de protectionnisme.

Depuis l'année 2016, et la fin du quinquennat du président François Hollande, l'image de la France s'est redressée grâce à la réforme du droit du travail et aux baisses de charges. Et, depuis 2018, elle creuse l'écart avec ses deux grands concurrents européens, l'Allemagne, en perte de vitesse industrielle, et le Royaume-Uni, pénalisé par les lourdes incertitudes du Brexit, qui recule à la quatrième place. «C'est sans doute la France qui tire le mieux profit des investissements qui auraient été faits outre-Manche sans le Brexit», estime Marc Lher-

mitte, associé EY et un des responsables du baromètre.

Ces investissements directs (+ 47 % entre 2014 et 2018) sont d'abord liés à la puissance de secteurs comptant de grands groupes français, comme l'aéronautique et le spatial, la construction navale, la pharmacie ou l'agroalimentaire. Les usines françaises des entreprises étrangères fournissent Airbus, Sanofi, Danone ou EDF, tandis que les secteurs du numérique, de l'énergie et des technologies vertes, avec des groupes comme Veolia et Suez, vont attirer des implantations, prévoit l'étude.

«Sanctuariser»

La France est loin de l'image caricaturale d'un pays coupé en deux: l'Île-de-France n'a capté que 3 % des projets, alors que les Hauts-de-France et les régions Grand-Est et Auvergne-Rhône-Alpes en ont accueilli 45 % au total. Pour les industriels étrangers, la France est attractive par sa main-d'œuvre, ses équipements routiers, ferroviaires et logistiques ou encore une énergie compétitive grâce au nucléaire. De plus, indique EY, «les priorités industrielles sont mieux déployées par l'Etat et les collectivités locales».

Il reste que la part de l'industrie dans la richesse nationale est deux fois moindre qu'en Allema-

La compétitivité reste «fragile» dans un contexte international de décélération de la production et un regain de protectionnisme

gne, et qu'en vingt ans ses secteurs phares (hors aéronautique) ont perdu des parts de marché de près de 40 %. Le site France doit regagner en compétitivité. La formation, pour être plus en adéquation avec les besoins des usines, est primordiale. Tout comme la stabilité fiscale, un point «critique» que les étrangers jugent plus important que les charges sociales.

Aussi les industriels européens, américains ou asiatiques se félicitent-ils de la baisse sur cinq ans de l'impôt sur les sociétés, du maintien du crédit impôt-recherche et de la transformation du CICE en baisse pérenne de charges. Ils souhaitent une trajectoire de baisse des impôts de production, qui ont pesé 72 milliards d'euros en 2018. «Un mot revient: "sanctuariser", notamment les mesures en faveur de la compétitivité des entreprises», souligne Marc Lher-

mitte, qui rappelle que les entreprises ont besoin de visibilité pour investir.

La France a, en outre, un problème «démographique»: trop peu d'entreprises à taille intermédiaire (ETI), qui emploient plus de 250 salariés, une taille critique pour investir, innover, exporter et recruter. Emmanuel Macron insistera sur ce point, lors du sommet Choose France, PME et ETI devant s'inscrire dans des filières industrielles en s'appuyant sur les grands groupes français déjà très internationalisés.

Le mouvement des «gilets jaunes» et les grèves ont-ils entamé l'optimisme des patrons étrangers? Il recule peu (70 % contre 77 % un an plus tôt). «Si les industriels, notamment étrangers, restent vigilants, ils ne sont pas paniqués par les événements actuels», note Marc Lhermitte.

Leur optimisme pour 2020 est corroboré par le treizième baromètre Eurogroup consulting-BFM Business et l'enquête de June Partners auprès des PME et des ETI: dans le premier, 92 % des dirigeants de grandes entreprises voient la situation s'améliorer ou se stabiliser, un niveau de confiance inédit depuis la crise de 2008; dans la seconde, près des trois quarts (73 %) d'entre eux jugent que la situation a été bonne en 2019. ■

JEAN-MICHEL BEZAT

